

# Programme FEDER-FSE + Nouvelle-Aquitaine 2021-2027

## Les critères d'éligibilité



## Les critères d'éligibilité et options coûts simplifiés

En complément des principes directeurs et critères de sélection du programme Régional Nouvelle-Aquitaine 2021-2027, l'Autorité de gestion a souhaité définir des critères de gestion ainsi que des options de coûts simplifiés (OCS) afin de rendre efficace et efficient la mobilisation des fonds européens. Ces derniers s'appliqueront au moment de l'instruction de la demande. Ils sont présentés pour information au comité de suivi.

- Options de coûts simplifiés :

Les options de coûts simplifiés sont obligatoires pour les opérations dont le coût total est inférieur à 200 000€ à l'exception des opérations bénéficiant d'un soutien dans le cadre d'une aide d'Etat ne constituant pas une aide de minimis.

- De manière générale, les projets portés par des SCI ne sont pas éligibles au programme.
- Taxe sur la Valeur Ajoutée :
  - ✓ Une prise en compte des dépenses en **HT lorsque la TVA est récupérée partiellement ou totalement par le porteur.**
  - ✓ Une prise en compte des dépenses en **TTC lorsque la TVA est définitivement supportée par le porteur** (TVA non récupérée).
  - ✓ Une prise en compte des dépenses **HT pour les opérations éligibles au FCTVA**



**Axe 1 : Une Nouvelle-Aquitaine qui conforte ses capacités de recherche et d'innovation, accompagne la transformation numérique et la croissance économique de son territoire, dans un objectif de développement juste et équilibré.**

**Osp 1.1: Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe**

	Critères d'éligibilité	Options de Coûts Simplifiés
<b>Pour tout l'Osp</b>	L'impact du projet sur le territoire (impact socio-économique, sur l'emploi, l'innovation, la compétitivité des PME du territoire) devra être explicité	
<b>Développer les capacités de la recherche publique et sa valorisation en lien avec les</b>	Le financement de poste permanent dans les laboratoires de recherche publique n'est pas éligible	Options de couts simplifiés: Lorsque les dépenses de personnel directes représentent

<p><b>besoins des filières du territoire identifiées dans la S3 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Programmes structurants des laboratoires de recherche publique : infrastructure, équipements de recherche, programme de chaire,</li> <li>-Grands équipements scientifiques structurants (plateformes ouvertes collaboratives, plateaux scientifiques, technologiques, etc.), bâtiments et locaux scientifiques, acquisition et mutualisation d'équipements de recherche,</li> <li>-Incubation académique et de maturation de projets issus ou en lien avec des laboratoires publics et toute autre forme de valorisation des recherches, accompagnement des structures d'appui</li> </ul>	<p>Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % au cours de la période travaillée sur le projet.</p>	<p>moins de 60% du cout total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du cout total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres couts de l'opération</p> <p>Pas de couts simplifiés pour les opérations constituées à 100% de dépenses d'investissement (immobilier/équipement)</p>
<p><b>Développer la collaboration acteurs publics/privés pour créer une dynamique d'innovation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-mutualisation d'équipements de recherche et création de laboratoires communs,</li> <li>-projets de R&amp;D collaboratifs,</li> <li>-création et/ou mutualisation de services d'appui.</li> </ul>	<p>Le financement de poste permanent dans les laboratoires de recherche publique n'est pas éligible</p> <p>Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % au cours de la période travaillée sur le projet.</p>	<p>Options de couts simplifiés :</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du cout total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du cout total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres couts de l'opération</p> <p>Pas de couts simplifiés pour les opérations constituées à 100% de dépenses d'investissement (immobilier/équipement)</p>

<p><b>Renforcer l'innovation prioritairement collaborative des entreprises dans les domaines de la S3 :</b></p> <p>-programmes innovants des entreprises (investissements R&amp;D, immobilier, matériels),</p> <p>-programmes de R&amp;D collaboratifs (dont grandes entreprises si collaboration avec une PME).</p>	<p>Ligne de partage FEADER :  Pour les entreprises du secteur des IAA,  Cout total &lt; 1.5M€ = FEADER  Cout total ≥1.5M€ = FEDER</p>	<p>Options de couts simplifiés :  Application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p>
<p><b>Consolider l'écosystème d'innovation régional par l'animation et la coordination des acteurs de l'innovation :</b></p> <p>-programmes d'actions des structures d'interface entre formation, recherche et entreprises,</p> <p>-programmes d'animation et mise en réseau,</p> <p>-services d'appui à l'innovation dans les entreprises.</p>	<p>Pas de critères d'éligibilité spécifiques établis</p>	<p>Options de couts simplifiés :  Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du cout total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du cout total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres couts de l'opération</p>
<p><b>Renforcer la performance des structures de transfert et d'innovation (CRT, CRITT) :</b></p> <p>-le développement de programmes scientifiques, technologiques et non technologiques, et l'accompagnement de la montée en compétence,</p>	<p>Pas de critères d'éligibilité spécifiques établis</p>	<p>Options de couts simplifiés :  Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du cout total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du cout total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres couts de l'opération</p>

-la construction et l'aménagement d'infrastructures adaptées (immobilier, mobilier).		Pas de couts simplifiés pour les opérations constituées à 100% de dépenses d'investissement (immobilier/équipement)
--	--	---

**Osp 1.2 : Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics**

<b>Le numérique au bénéfice des entreprises</b>	<b>Critères d'éligibilité</b>	<b>Options de Coûts Simplifiés</b>
Actions relatives à la mise en place de pôles d'innovation numérique locaux (coopération régionale multi-partenariale),...	<b>Dépenses éligibles :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> <li>- Prestations,</li> <li>- Equipements,</li> <li>- Travaux,</li> </ul>	Pas d'option de coûts simplifiés
Actions de sensibilisation, d'animation collective et d'accompagnement à la transformation numérique des entreprises (y compris dans sa composante cyber-sécurité ou numérique responsable ou d'expérimentations de numérisation de processus),...	<b>Dépenses éligibles :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> <li>- Prestations,</li> <li>- Equipements,</li> <li>- Travaux,</li> </ul>	Options de couts simplifiés : Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations > 200 000€ ou en régime d'aides)  Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres couts de l'opération
Actions de transformation numérique d'une filière d'activité économique	<b>Dépenses éligibles :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de</li> </ul>	Pas d'OCS

	<p>travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prestations,</li> <li>- Equipements,</li> </ul>	
Programme de libération du code source de certains logiciels ou développements de logiciels libres par des entreprises,...	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> <li>- Equipements ,</li> <li>- Matériel,</li> </ul>	
Actions globales de diagnostic	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prestations,</li> <li>- Frais de déplacements,</li> </ul> <p><b>Dépenses inéligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Frais de personnel</li> </ul>	
Chèques transformation numérique (hors Dispositif « Usine du futur ») : financement de prestations de service et d'équipements au bénéfice des entreprises, à titre individuel, pour le développement et l'intégration d'outils numériques dans leur activité	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissements matériels et immatériels (L'acquisition de matériel informatique doit se réaliser dans le cadre d'un projet global de transformation numérique. Le porteur de projet devra démontrer la mise en place de nouveaux usages et/ou de la dimension innovante et de l'impact attendu de son projet (caractère structurant pour l'entreprise).</li> <li>- Formations (non prise en charge par l'OPCA),</li> <li>- Prestations.</li> </ul> <p><b>Dépenses inéligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses de personnel</li> <li>- Dépenses de fonctionnement de la structure.</li> <li>- Matériel informatique non directement nécessaire à la mise en œuvre de l'opération</li> </ul>	

<p><b>Le numérique au service des citoyens et des services publics</b></p>		
<p>Expérimentations de technologies avancées contribuant à faire émerger de nouveaux usages et services ; ou associant usages innovants et technologies avancées et impliquant des compétences d'entreprises, d'équipes de recherche, de collectivités, d'associations, de citoyens dans les territoires dans une démarche collaborative et dans une optique de généralisation sur le territoire,</p>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> <li>- Investissements matériels et immatériels. (Le porteur de projet devra démontrer la mise en place de nouveaux usages et/ou de la dimension innovante et de l'impact attendu de son projet),</li> <li>- Prestations</li> </ul> <p><b>Dépenses inéligibles :</b></p> <p>Matériel informatique non directement nécessaire à la mise en œuvre de l'opération</p>	
<p>Actions innovantes de développement des services et usages numériques, d'une part dans les domaines prioritaires de la santé et du transport afin de déployer un service public numérique territorial performant, et d'autres part, les actions innovantes en matière d'éducation, de culture, du tourisme, du sport ou encore de l'habitat social</p>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> <li>- Investissements matériels et immatériels. (Le porteur de projet devra démontrer la mise en place de nouveaux usages et/ou de la dimension innovante et de l'impact attendu de son projet),</li> <li>- Prestations</li> </ul> <p><b>Dépenses inéligibles :</b></p> <p>Matériel informatique non directement nécessaire à la mise en œuvre de l'opération</p>	<p>Options de coûts simplifiés :</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération</p>
<p>Actions de développement de projets innovants autour de la donnée par les administrations (contenus, technologies, usages,</p>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum</li> </ul>	

<p>gouvernance, organisation de l'écosystème) : donnée territoriale, open-data, plateformes de services mutualisés au service du citoyen et de l'attractivité des territoires ruraux, Système d'Information Géographique mutualisé,</p>	<p>d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissements matériels et immatériels. (Le porteur de projet devra démontrer la mise en place de nouveaux usages et/ou de la dimension innovante et de l'impact attendu de son projet),</li> <li>- Prestations</li> </ul> <p><b>Dépenses inéligibles :</b></p> <p>Matériel informatique non directement nécessaire à la mise en œuvre de l'opération</p>	
<p>Actions permettant le développement de projets de "smart territoires" associant transition sociale et économique, transition écologique et transition numérique, à travers des démarches de co-construction ; systèmes d'information territoriaux multi-acteurs reposant sur la dématérialisation des services du territoire,...</p>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> <li>- Investissements matériels et immatériels. (Le porteur de projet devra démontrer la mise en place de nouveaux usages et/ou de la dimension innovante et de l'impact attendu de son projet),</li> <li>- Prestations</li> </ul> <p><b>Dépenses inéligibles :</b></p> <p>Matériel informatique non directement nécessaire à la mise en œuvre de l'opération</p>	<p>Options de coûts simplifiés :</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération</p>
<p>Stratégie de territoire numérique responsable : actions territoriales concourant au développement d'un numérique responsable, soutenant les démarches de sobriété numérique. Sensibilisation, animation, actions territoriales sur les cycles de vie des équipements numériques, l'écoconception des applications et logiciels etc</p>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> <li>- Investissements matériels et immatériels. (Le porteur de projet devra démontrer la mise</li> </ul>	<p>Options de coûts simplifiés :</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p>



	<p>en place de nouveaux usages et/ou de la dimension innovante et de l'impact attendu de son projet),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prestations</li> </ul> <p><b>Dépenses inéligibles :</b></p> <p>Matériel informatique non directement nécessaire à la mise en œuvre de l'opération</p>	<p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts liés à l'opération</p>
<p>Actions de soutien aux structures publiques dans le déploiement ou le développement de logiciels libres ou briques de logiciels libres, mutualisés, dans une logique d'interopérabilité et de maîtrise des données, au service des citoyens</p>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> <li>- Investissements matériels et immatériels. (Le porteur de projet devra démontrer la mise en place de nouveaux usages et/ou de la dimension innovante et de l'impact attendu de son projet),</li> <li>- Prestations</li> </ul> <p><b>Dépenses inéligibles :</b></p> <p>Matériel informatique non directement nécessaire à la mise en œuvre de l'opération</p>	
<p>Actions de sensibilisation aux cyber-menaces, d'accompagnement à l'évaluation de la protection des systèmes d'information par des audits d'experts, la réalisation de tests d'intrusions et de l'implémentation de solutions de cyber sécurité pour les acteurs publics et privés du territoire régional</p>	<p><b>Dépenses éligibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> <li>- Investissements matériels et immatériels. (Le porteur de projet devra démontrer la mise en place de nouveaux usages et/ou de la dimension innovante et de l'impact attendu de son projet),</li> <li>- Prestations</li> </ul> <p><b>Dépenses inéligibles :</b></p>	<p>Options de coûts simplifiés :</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération</p>

	Matériel informatique non directement nécessaire à la mise en œuvre de l'opération	
--	--	--

**Osp 1.3 : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME, et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs**

	<b>Critères d'éligibilité</b>	<b>Option de Coûts Simplifiés</b>
Investissements des PME liés à la modernisation, au développement, à l'industrialisation, à la mutation ou diversification des appareils productifs intégrant notamment les enjeux de la transition numérique, écologique et énergétique et à l'implantation ou la relocalisation de nouvelles activités. Les projets accompagnés pourront prendre la forme de programme d'investissement matériel, immobilier, d'ingénierie, de conseil...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses liées à l'achat de terrain ne sont pas éligibles.</li> <li>- Les acquisitions sous forme de crédit-bail sont exclues.</li> </ul> <p>Concernant les investissements du secteur touristique, les meublés, chambres d'hôtes, les parcs résidentiels de loisirs à cession de parcelles ainsi que les entreprises non inscrites au RCS ne sont pas éligibles. Les acquisitions foncières et les achats immobiliers sont également exclus.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Précisions sur les lignes de partage entre FEDER et FEADER concernant le secteur agroalimentaire : le FEDER accompagnera les projets dont le coût total éligible est supérieur à 1 500 000 euros relevant du secteur agroalimentaire.</li> </ul> <p>Les projets portés par des PME agroalimentaires portants sur des produits sortants hors annexe 1 seront accompagnés par le FEDER.</p>	Pas d'OCS.

Développement de nouveaux produits et services, de nouveaux process et organisation des TPE/PME y compris start-up ;	<p>Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % au cours de la période travaillée sur le projet.</p> <p>Les dépenses liées à l'achat de terrain ne sont pas éligibles.</p> <p>Les acquisitions sous forme de crédit-bail sont exclues.</p>	Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations > 200 000€ ou en régime d'aides)	
Soutien aux démarches d'innovation collaborative (open innovation) notamment celles favorisant les partenariats entre start-up et PME ;		Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération	
Expérimentations territoriales portant sur, des lieux d'innovation à destination des TPE/PME (incubateur, accélérateur, living lab, fablab, tech shop, centres de développement technologique, plateformes techniques mutualisées, ...);			
Programmes d'actions visant à diversifier les activités et à élargir les marchés (agences, consulaires, fédérations professionnelles, groupement de PME, ...); Actions collectives de structuration de filières d'excellence, et d'internationalisation des entreprises/filières contribuant au renforcement de l'écosystème régional (structuration de filières émergentes, rapprochement inter-filières, regroupement de clusters, clubs d'entreprises territoriaux...);			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Actions de marketing territorial (étude, communication, animation, observatoire économique, ...) et actions visant à renforcer la compétence attractivité des structures de développement économique territoriales (ex : EPCI, consulaires, GIP, associations...);</li> </ul>			

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Actions dédiées à la structuration, au développement de l'offre (stratégie foncière, étude d'aménagement, études de programmation économiques, ...)</li> </ul> <p>Soutien de requalification des zones d'activités à vocation industrielle ;</p>		Pas d'OCS
Financement des jeunes pousses innovantes (start-up) et jeunes entreprises dans le déploiement de leur activité et démarches d'innovation (matériel et immatériel, RH) ;		Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations > 200 000€ ou en régime d'aides)
Programmes d'actions et investissements des acteurs de l'écosystème d'accompagnement à la création d'entreprise prioritairement innovante (technopole, incubateur, accélérateur de croissance, pépinière...);		Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération
Actions de sensibilisation, d'accompagnement à la transmission d'entreprises : de la détection à la transmission (valorisation, mise en relation, observatoire des entreprises à céder et repreneurs potentiels, conseil à destination des dirigeants cédants ...);		
Soutien individuel à la phase de transmission (accompagnement du repreneur, plan d'affaires, investissements matériels,...) s'inscrivant dans une démarche de transition écologique, sociale et solidaire ;		Pas d'OCS

**Osp 1.4: Développer des compétences en ce qui concerne la spécialisation intelligente, la transition industrielle et l'esprit d'entreprise**

<p><b>Coordonner les entreprises et les établissements de formation et sensibiliser sur les thématiques S3 auprès de la population :</b></p> <p>-Programmes d'actions de sensibilisation à la culture de l'innovation et des</p>	<p>La coordination des actions proposées par les établissements avec les entreprises/les établissements d'enseignement/de formation devra être explicitée</p>	<p>Options de couts simplifiés:</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du cout total = application du taux de</p>
--	---	--

<p>sciences, d'animation et de vulgarisation auprès de la population</p> <p>-Actions de coordination entre les différents acteurs de la diffusion des sciences et techniques, les établissements de formation et les entreprises,</p> <p>-Investissements immobilier/mobilier dédiés</p>		<p>15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du cout total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres couts de l'opération</p> <p>Pas de couts simplifiés pour les opérations constituées à 100% de dépenses d'investissement (immobilier/équipement)</p>
<p><b>Accompagner le développement des compétences disponibles pour les besoins des acteurs économiques des filières prioritaires du territoire :</b></p> <p>-Construction / rénovation des locaux d'enseignement,</p> <p>-Soutien aux capacités d'accueil, à l'acquisition d'équipements et à la transformation numérique des organismes de formation. L'acquisition d'équipement ou les aménagements engagés en vue de la transformation numérique des établissements devront s'inscrire dans une dimension d'innovation (aménagements et équipements innovants ou permettant une innovation dans les pratiques)</p> <p>-Aménagement et équipements d'espaces d'enseignement et de travaux pratiques répondant aux besoins des acteurs socio-économiques, (notamment la démarche Usine du Futur),</p>	<p>Pas de critères d'éligibilité spécifiques établis</p>	<p>Pas d'option de couts simplifiés retenue</p>

<p>-Construction/rénovation/aménagement et équipement de plateaux techniques innovants au profit de la formation professionnelle proposés notamment dans une logique partenariale et de mutualisation des équipements</p> <p>-Actions de sensibilisation, de communication, de mise en relation, de professionnalisation et d'outils/équipements favorisant la montée en compétences des entreprises notamment des dirigeants</p>		
<p><b>Développer l'entrepreneuriat étudiant:</b></p> <p>-Information, sensibilisation à l'entrepreneuriat étudiant,</p> <p>-Accompagnement des structures d'appui aux projets d'étudiants entrepreneurs par le déploiement d'outils, de services et d'aménagements dédiés</p>	<p>Pas de critères d'éligibilité spécifiques établis</p>	<p>Pas d'option de couts simplifiés retenue</p>



## Axe 2 : Une Nouvelle-Aquitaine qui accélère la transition énergétique et écologique

<b>Osp 2.1 : Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre</b>	<b>Critères d'éligibilité</b>	<b>Options de coûts simplifiés</b>
Les programmes de rénovation énergétique des logements en s'appuyant sur des audits énergétiques/études thermiques.	Critères définis dans l'AMI	Pas d'OCS
Les opérations de rénovation énergétique globale et performante des bâtiments publics notamment d'enseignement, sanitaires et sociales... Permettant d'atteindre après travaux une consommation inférieure ou égale à 80 kWhEP/m2/an	Critères définis dans l'AAP	
Les opérations collectives et partenariales en faveur de la maîtrise de l'énergie d'intérêt régional ou départemental (Etude de faisabilité, programme d'audits énergétiques...) en lien avec des programmes d'investissement pour la rénovation énergétique ;	Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % <u>sur la durée totale du projet.</u>	Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération
Les programmes d'animation régionale ou départementale, ingénierie pour des démarches territoriales de transition énergétique en lien avec des programmes d'investissement pour la rénovation énergétique.		Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération
Investissements matériels et immobiliers des entreprises en matière d'amélioration (hors secteur agricole) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'efficacité énergétique des process industriels, et notamment la récupération de chaleur fatale,</li> <li>- de l'efficacité énergétique des bâtiments tertiaires d'entreprises permettant</li> </ul>		Pas d'OCS.

Investissement dans des process industriel adaptés à une alimentation énergétique neutre en carbone (y compris le raccordement).		
<b>Osp 2.2 Promouvoir les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) sur les sources d'énergies renouvelables y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés</b>		
Les programmes d'animation régionale ou départementale, ingénierie pour des démarches territoriales de transition énergétique en lien avec des programmes d'investissement.	Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % <u>sur la durée totale du projet.</u>	<p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 60% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération</p> <p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 60% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération</p>

<b>Osp 2.4 Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques et la résilience face aux catastrophes</b>		
Actions d'amélioration de la connaissance des risques et de la conscience des risques inondation, érosion côtière et submersion marine	Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % <u>sur la durée totale du projet.</u>	Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 70% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération.
Optimisation des systèmes de surveillance et prévision des crues, et amélioration des systèmes d'alerte.		
Prise en compte des risques dans l'urbanisme (aménagement public urbain, relocalisations, travaux sur infrastructures et équipements urbains)	Les travaux sur les réseaux d'eau pluviale ne sont pas éligibles	Pas d'OCS retenue



Actions permettant le ralentissement des écoulements ou le stockage de volumes d'eau et techniques « souples » de lutte contre l'érosion	Pas de critères d'éligibilité spécifiques établis	Pas d'OCS retenue
Lutte en dur, réduite à la protection contre l'érosion et avec forte conditionnalité environnementale.	Pas de critères d'éligibilité spécifiques établis	Pas d'OCS retenue
Elaboration et mise en œuvre des stratégies locales	Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % <u>sur la durée totale du projet.</u>	Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 70% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération. Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 70% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération. (pour les opérations > 200 000€ ou en régime d'aides)
Réduction de la vulnérabilité dans le cadre de l'aménagement durable des plages	Critères définis dans l'AAP	Définis dans l'AAP
Prospective d'amélioration intégrée de la résilience des territoires aux changements climatiques	Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % <u>sur la durée totale du projet.</u>	Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 70% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération. Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 70% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération. (pour les opérations > 200 000€ ou en régime d'aides)
Lutte contre les effets d'îlots de chaleur urbains	Critères définis dans l'AAP	Définis dans l'AAP

<b>Osp 2.5 Promouvoir la gestion durable de l'eau</b>		
Sensibilisation économie d'eau et résilience des territoires	Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % <u>sur la durée totale du projet.</u>	Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 70% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération. Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 70% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération. (pour les opérations > 200 000€ ou en régime d'aides)
Acquisition et amélioration des connaissances		
Restauration de la continuité écologique aquatique (montaison et dévalaison)		
Animation et mise en œuvre des plans de gestion des poissons migrateurs		
Amélioration de la qualité de l'eau sur les aires d'alimentation de captage prioritaire par la maîtrise foncière		
RéUse	Critères définis dans l'AAP	Définis dans l'AAP
<b>2.6 Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources</b>		
Filière déchet en tant que ressource	Critères définis dans l'AAP	Définis dans l'AAP
Filière déchets du BTP	Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % <u>sur la durée totale du projet.</u>	Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 70% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération. Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 70% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération. (pour les opérations > 200 000€ ou en régime d'aides)
Filière biodéchets		
Filière plastique		
Filière Bois B		
Filière déchets dangereux dont l'amiante		
Etudes, connaissance, sensibilisation et structuration de l'économie circulaire		
Développement d'infrastructures de tri facilitant l'économie circulaire		

**2.7 Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité, et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain et réduire toutes les formes de pollution**

Education à l'environnement	<p>Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 10 % <u>sur la durée totale du projet.</u></p>	<p>Lorsque les dépenses de personnel directes représentent moins de 70% du coût total = application du taux de 15% aux dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes de l'opération.                  Lorsque les dépenses de personnel directes représentent plus de 70% du coût total = application du taux de 40% aux dépenses directes de personnel pour calculer tous les autres coûts de l'opération.                  (pour les opérations &gt; 200 000€ ou en régime d'aides)</p>
Connaissance		
Espèces		
Espaces naturels		
Projets de territoires		
Actions de lutte contre les pollutions des eaux côtières		



**Axe 3 : Une Nouvelle-Aquitaine qui soutient le développement de la mobilité propre et durable pour les territoires urbains**

<b>Osp 2.8 : Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone</b>		
	<b>Critères d'éligibilité</b>	<b>Options de Coûts Simplifiés</b>
Les aménagements de pôles d'échanges multimodaux favorisant l'intermodalité en milieu urbain et interurbain		Pas d'OCS retenue
Extension et aménagement de pistes cyclables et vélos-routes/voies vertes favorisant notamment la mobilité quotidienne en milieu urbain et interurbain (en lien avec des pôles d'échanges, zones d'activités périphériques, établissements scolaires, services publics,...) et s'inscrivant dans des Schémas ou plans de mobilité urbains ou interurbains et tenant compte des maillages cyclables européens, nationaux, régionaux ou départementaux, définis en la matière.	Dépenses éligibles : étude, travaux directement liés à l'infrastructure cyclable (hors réseaux d'assainissement), signalisation directionnelle cyclable réglementaire, stationnement sécurisé (box sécurisé, consigne à bagages, rack,...), bornes de recharge, végétalisation. Exclusions : acquisition foncière, reprise de voirie	
Les investissements dans les infrastructures et les systèmes de recharge et d'avitaillement de vecteurs et d'équipements énergétiques décarbonés (Electricité verte, Hydrogène vert, Biognc...) pour la mobilité des voyageurs et des marchandises		



**Axe 4 : Une Nouvelle-Aquitaine qui développe son capital humain par la formation et la création d'emploi comme levier de croissance, de compétitivité et de cohésion sociale pour les personnes, les entreprises et les territoires.**

<p><b>Osp 4.1 : Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation pour tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et pour les personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale (FSE+).</b></p>		
<p>✓ <b>L'accompagnement à la création/reprise d'activité</b></p>		
<p><b>1) La promotion à l'entrepreneuriat</b></p>	<p>✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</p>	<p>✗ Pour les opérations dont le coût total est supérieur à 200 000 € ou en régime d'aides : utilisation unique du taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel directs éligibles pour couvrir les coûts éligibles restants sauf pour les opérations dont les frais de prestations externes représentent plus de 50% des frais de personnel directs éligibles : utilisation du taux forfaitaire allant jusqu'à 15% des frais de personnel directs éligibles pour le calcul des coûts indirects.</p>
<p><b>2) La coordination et l'efficacité des dispositifs sur le territoire</b></p>		
<p><b>3) L'accompagnement à l'entrepreneuriat</b></p>		
<p>- Actions d'évaluation préalable des publics porteurs d'un projet permettant soit de valider l'entrée dans le parcours d'accompagnement à la création d'activité soit de proposer une ou plusieurs pistes de réorientation.</p>	<p>✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</p>	<p>✓ Utilisation unique du taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel directs éligibles pour couvrir les coûts éligibles restants.</p>

<p>- Actions d'information/sensibilisation et de positionnement auprès des potentiels créateurs afin d'identifier leurs besoins et les compétences nécessaires pour leur future création d'activité.</p> <p>- Parcours d'accompagnement à la création d'activités : soutien individuel ou action collective auprès des créateurs durant les phases d'émergence, de maturation et de démarrage de leur projet (exemples : définition d'un plan d'action, réalisation d'un diagnostic, d'une étude économique ou de faisabilité, élaboration d'un plan de financement, choix d'un cadre juridique, structuration financière....).</p>	<p>Ce critère s'applique uniquement aux opérations déposées hors appels à projets.</p>	<p>Ce critère s'applique uniquement aux opérations déposées hors appels à projets.</p>
<p>- Actions de formation visant l'augmentation du niveau de compétences des acteurs (exemples : financement d'actions de formation en comptabilité, analyse financière, marketing, technique de vente, communication, recrutement, droit du travail, gestion des relations humaines,.....).</p> <p>- Parcours d'accompagnement à la réorientation professionnelle en cas d'abandon du projet de création d'activités favorisant l'insertion professionnelle des publics.</p>	<p>✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</p>	<p>✓ Pour les opérations dont le coût total est supérieur à 200 000 € ou en régime d'aides : utilisation unique du taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel directs éligibles pour couvrir les coûts éligibles restants sauf pour les opérations dont les frais de prestations externes représentent plus de 50% des frais de personnel directs éligibles : utilisation du taux forfaitaire allant jusqu'à 15% des frais de personnel directs éligibles pour le calcul des coûts indirects.</p>
<p>✓ <b>Le soutien et l'accompagnement de l'emploi local par l'ESS et l'innovation sociale</b></p>		
<p><b>1) Soutien au réseau d'accompagnement de l'ESS</b></p>		
<p>Programmes des structures d'appui et d'accompagnement à la création d'activité dans l'ESS proposant notamment une information, un hébergement juridique et/ou un parcours.</p>	<p>✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</p>	<p>✓ Pour les opérations dont le coût total est supérieur à 200 000 € ou en régime d'aides : utilisation unique du taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel</p>
<p>Actions visant la définition d'outils nouveaux ou structurants pour une meilleure connaissance de l'ESS à destination des</p>		

partenaires et autres acteurs de l'ESS, pour favoriser l'émergence de nouveaux projets et les initiatives locales.		directs éligibles pour couvrir les coûts éligibles restants sauf pour les opérations dont les frais de prestations externes représentent plus de 50% des frais de personnel directs éligibles : utilisation du taux forfaitaire allant jusqu'à 15% des frais de personnel directs éligibles pour le calcul des coûts indirects.
Actions de professionnalisation à destination des acteurs de l'ESS.		
<b>2) Soutien direct aux projets, créateurs d'emplois pérennes ou vecteurs de consolidation des emplois et des activités</b>		
Dispositif de financement à l'amorçage de micro-projets de l'ESS (associatifs, coopératifs....) au profit de la création de l'emploi et des initiatives économiques dans les territoires.	✓ L'augmentation du temps de travail ou la création de poste doit être au moins égale à 0.5 ETP. Ce temps pourra être réparti sur plusieurs personnes mais avec un minimum de 0.2 ETP par personne.	✓ Montant forfaitaire FSE + de 20 000 €.
Actions de soutien aux projets reconnus d'innovation sociale dans le cadre d'appel à projets ou d'Appels à Manifestation d'intérêts de la Région Nouvelle-Aquitaine.	✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.	✓ Pour les opérations dont le coût total est supérieur à 200 000 € ou en régime d'aides : utilisation unique du taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel directs éligibles pour couvrir les coûts éligibles restants sauf pour les opérations dont les frais de prestations externes représentent plus de 50% des frais de personnel directs éligibles : utilisation du taux forfaitaire allant jusqu'à 15% des frais de personnel directs éligibles pour le calcul des coûts indirects.

<p>Actions visant les processus de coopération, les pôles de compétences ou les projets de partenariats et de mutualisation de moyens entre acteurs de l'ESS sur les territoires pour répondre aux besoins locaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le FSE + ne prend pas en charge l'étude de faisabilité.</li> <li>✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour les opérations dont le coût total est supérieur à 200 000 € ou en régime d'aides : utilisation unique du taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel directs éligibles pour couvrir les coûts éligibles restants sauf pour les opérations dont les frais de prestations externes représentent plus de 50% des frais de personnel directs éligibles : utilisation du taux forfaitaire allant jusqu'à 15% des frais de personnel directs éligibles pour le calcul des coûts indirects.</li> </ul>
<p><b>4.5 : Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adéquation au marché du travail, notamment par la validation de l'apprentissage non formel et informel, pour favoriser l'acquisition de compétences clés dont les compétences entrepreneuriales et numériques, et en promouvant la mise en place de systèmes de formation en alternance et d'apprentissages (FSE+).</b></p>		
<p><b>1) Orientation et évolution professionnelle sur le territoire</b></p>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement d'actions et de dispositifs favorisant le soutien à la connaissance et à la promotion des métiers et la lisibilité de l'offre de formation.</li> <li>- Développement sur le territoire d'espaces régionaux d'accueil des publics favorisant la lisibilité de l'offre de formation et l'information sur les métiers et l'accès à l'emploi : animation et coordination de ces espaces.</li> <li>- Actions d'information collectives, de mobilisation et de conseil auprès des publics pour favoriser leur orientation et/ou réorientation.</li> <li>- Dispositifs favorisant la connaissance et la découverte des métiers en entreprise et des emplois existants au regard des besoins du territoire à travers par exemple des journées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.</li> </ul> <p>Le critère s'applique uniquement aux opérations déposées hors appels à projets.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour les opérations dont le coût total est supérieur à 200 000 € ou en régime d'aides : utilisation unique du taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel directs éligibles pour couvrir les coûts éligibles restants sauf pour les opérations dont les frais de prestations externes représentent plus de 50% des frais de personnel directs éligibles : utilisation du taux forfaitaire allant jusqu'à 15% des frais de personnel directs</li> </ul>



portes ouvertes, visites entreprises, intervention de chefs d'entreprise et/ou salariés...		éligibles pour le calcul des coûts indirects.  Le critère s'applique uniquement aux opérations déposées hors appels à projets.
Soutien aux mises en situation en milieu professionnel favorisant une meilleure connaissance des métiers.	✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.	✓ Pas d'OCS retenue.
Développement d'outils favorisant l'accès à l'orientation (outils numériques, portail d'information...).	✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.	✓ Utilisation unique du taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel directs éligibles pour couvrir les coûts éligibles restants.
Dispositifs de repérage des publics sortis des systèmes scolaires et universitaires.		
Actions innovantes et expérimentales visant la sécurisation des parcours universitaires.	✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.	✓ Pas d'OCS retenue.
Actions d'accompagnement favorisant une orientation choisie à travers la construction d'un parcours.		
<b>2) La coordination/professionnalisation des acteurs</b>	✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.	✓ Pour les opérations dont le coût total est supérieur à 200 000 € ou en régime d'aides : utilisation unique du taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel directs éligibles pour couvrir les coûts éligibles restants sauf pour les opérations dont les frais de prestations externes représentent plus de 50% des frais de personnel directs éligibles : utilisation du taux forfaitaire allant jusqu'à 15% des frais
<b>3) Le développement des initiatives et de l'expérimentation sur les territoires</b>		

		de personnel directs éligibles pour le calcul des coûts indirects.
<b>OS 4.7. Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexibles pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle (FSE+).</b>		
<b>1) La préparation à l'accès à la formation et à l'emploi</b>		✓ Pour les opérations dont le coût total est supérieur à 200 000 € ou en régime d'aides : utilisation unique du taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel directs éligibles pour couvrir les coûts éligibles restants sauf pour les opérations dont les frais de prestations externes représentent plus de 50% des frais de personnel directs éligibles : utilisation du taux forfaitaire allant jusqu'à 15% des frais de personnel directs éligibles pour le calcul des coûts indirects.
<b>2) L'accès à l'emploi par le développement des compétences</b>		
<b>3) Le soutien au réseau de professionnels de la mobilité européenne et internationale</b>		
<b>4) L'accompagnement de la transformation de l'appareil de formation</b>		
	✓ Pour les frais de personnel interne directs, taux minimum d'affectation du temps de travail de 20 % au cours de la période travaillée sur le projet.	



**Axe 5 : Une Nouvelle-Aquitaine qui accompagne ses territoires pour répondre à leurs défis économiques, sociaux et environnementaux**

**1/ Critères généraux à tous**

Montant plancher de Coût total éligible	25 000 € Ce seuil est vérifié uniquement à l'étape de l'instruction de la demande d'aide.
Seuil minimum de montant FEDER prévisionnel après instruction	15 000 € Ce seuil sera vérifié uniquement à l'étape de l'instruction de la demande d'aide.
Ne sont pas éligibles à L'OS5 FEDER-FSE+ :	Les dépenses d'auto-construction et les contributions en nature.
Eligibilité géographique	<p><b>Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie locale :</b> Le projet doit être localisé sur le territoire du GAL ou bénéficier à celui-ci et être conforme à la Stratégie Locale de Développement sélectionnée.</p> <p><b>Dans le cadre de la coopération :</b> - Le projet doit être localisé au sein d'un Etat membre ou d'un pays-tiers dans le cadre du projet de coopération.</p>
Options de coûts simplifiés	<p>Dépenses de personnel : application de barèmes standards de coût unitaire (coûts horaires) distinguant deux catégories de postes « cadre » et « hors cadre » dont les montants sont actualisés en fonction de l'évolution de l'indice de coût du travail INSEE et inscrits dans les documents de mise en œuvre.</p> <p>Coûts indirects : taux forfaitaire de 15% appliqué sur le montant des dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire.</p> <p>Défraiements (frais de déplacement/hébergement/restauration) : taux forfaitaire de 4% appliqué sur le montant des dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire.</p>

	<p>Application de taux forfaitaires et/ou montants forfaitaires et/ou coûts unitaires sur l'ensemble des dépenses sur la base de projets de budget pour les opérations dont le coût total présenté aux fonds européens est inférieur à 200 000 €.</p> <p>Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en oeuvre.</p>
--	--

## 2/Critères spécifiques :

Chaque GAL détermine des critères d'éligibilité des projets complémentaires aux critères généraux détaillés plus haut. Dans ce cas ceux-ci doivent être conformes à la réglementation, au Programme et à la stratégie locale. Ces critères doivent être validés par le GAL, transparents pour les porteurs de projets et vérifiables.

Les GAL, dans la définition de ces critères d'éligibilité, devront tenir compte des objectifs de simplification pour les porteurs et les gestionnaires, tout en sécurisant l'intervention des Fonds Européens et leur mobilisation régulière, tel que mentionné dans la partie 1 du programme FEDER-FSE+.

L'autorité de gestion recommande de maximiser les interventions européennes afin d'éviter une multitude de dossiers avec des montants financiers de faible ampleur. Notamment, et pour garantir l'atteinte des objectifs de performance des programmes et des stratégies locales, l'Autorité de gestion souligne que toute disposition visant à limiter la mobilisation des crédits sur les projets (montants maximum de coûts d'opérations, restriction des dépenses éligibles, dégressivité, ...) doit être bien mesurée avant d'être envisagée par le GAL.



## Axe 6 : Une Nouvelle-Aquitaine qui soutient le développement des infrastructures numériques

### Osp 1.5 : 1.5 Renforcer la connectivité numérique

	Critères d'éligibilité	Options de Coûts simplifiés
Action visant à établir un réseau régional mutualisé d'interconnexions à très haut débit et hautement sécurisé, notamment grâce à l'achat d'IRU (droits irrévocables d'usages) et tout équipement nécessaire au bon fonctionnement des sites géographiques à raccorder	<p><b>Dépenses éligibles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prestations,</li> <li>- Investissements matériel et immatériel,</li> </ul> <p><b>Dépenses inéligibles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses de personnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas d'OCS retenue.</li> </ul>

Action de développement de datacenters régionaux hautement mutualisés sécurisés	<b>Dépenses éligibles :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prestations,</li> <li>- Investissements matériel et immatériel,</li> <li>- Dépenses de personnel</li> <li>- Travaux,</li> </ul>	
---	--	--

Informations de suivi	
Auteurs	Direction des fonds européens
N° de version	V4
Date de la dernière version	24/07/2023
Historique	
V1	24/10/2022
V2	31/01/2023
V3	24/04/2023